
MAIRIE
DE
SAINT-ASTIER
(24110)

tél. 05 53 02 42 80

fax. 05 53 07 63 54

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2011



www.saint-astier.fr



Ville de Saint-Astier
Au coeur du Périgord

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

ANNÉE 2011

Introduction

Le Conseil Municipal est, comme chaque année, invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain budget primitif.

Bien que la tenue d'un tel débat soit prescrite par la loi (article L.2312-1 et suivants du CGCT) ce dernier n'est pas sanctionné par un vote. C'est l'occasion pour les membres du conseil municipal d'examiner l'évolution du budget communal, en recettes et dépenses, en investissement et en fonctionnement et de débattre de la politique d'équipement de la ville et de sa stratégie financière et fiscale.

LE PRESENT DOCUMENT INTRODUCTIF AU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB)
PRESENTERA SUCCESSIVEMENT :

- 1-** Rappels sur la présentation du budget
- 2-** Le contexte économique budgétaire national
- 3-** Analyse de la situation financière et fiscale de la commune de Saint Astier :
données générales, sections de fonctionnement et d'investissement, endettement, fiscalité
- 4-** Présentation des réalisations 2010
- 5-** Présentation des priorités du budget primitif 2011.

Rappel sur la présentation du budget

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (décisions modificatives).

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties :
une section de fonctionnement et une section d'investissement.

Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune, celles qui reviennent chaque année. Par exemple en dépenses : les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune, les frais de personnel, les frais de gestion (fluides...), les autres charges de gestion courante (participation aux structures intercommunales, subventions aux associations...), les frais financiers (intérêts des emprunts), les amortissements.

En recettes, les produits locaux (recettes perçues par les usagers – cantine, prestations jeunesse et sport, spectacles, crèche, concessions de cimetières, droits de stationnement...), les recettes fiscales provenant des impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes foncières), les dotations de l'Etat comme la DGF et les participations provenant d'autres organismes ou collectivités locales (Région, Département).

L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus.

Rappel sur la présentation du budget

La section d'investissement présente les programmes nouveaux ou en cours.

Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine comme les dépenses concernant les capitaux empruntés, les acquisitions immobilières ou les travaux nouveaux (construction d'un nouvel équipement). Parmi les recettes, on trouve généralement les recettes destinées au financement des dépenses d'investissement comme les subventions d'investissement, la Dotation Globale d'Équipement, les emprunts, le produit de la vente du patrimoine...

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Ainsi, la capacité d'autofinancement est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Cet excédent alimente la section d'investissement des recettes.

Lorsqu'une collectivité locale souhaite réaliser des dépenses nouvelles d'investissement (construction d'un nouvel équipement, achat de terrains...), elle peut les financer :

- en obtenant des subventions d'équipement qui couvriront les dépenses
- en recourant à l'emprunt,
- en ayant recours à l'autofinancement, donc en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement ou en augmentant les recettes de fonctionnement (augmentation des impôts, augmentation des produits perçus par les usagers).

Le contexte économique et budgétaire national

Le vote du budget primitif 2011 doit être très stratégique du fait que les communes doivent anticiper les effets de réforme majeures : le gel des dotations en provenance de l'Etat, la nouvelle donne fiscale sur fond de suppression de la taxe professionnelle et la réforme territoriale.

Ces mesures interviennent dans un contexte général marqué par la problématique des déficits publics et les effets de la crise économique.

- ➔ Les dotations financières de l'Etat aux collectivités locales sont gelées en valeur, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas indexées sur l'inflation. Ce gel des dotations est programmé jusqu'en 2014.
- ➔ Fusion de la DGE (Dotation Globale d'Equipement) et de la DDR (Dotation de Développement Rural) pour créer une Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).
- ➔ Instauration de la CET (Contribution Economique Territoriale) :

La CET comprend deux impôts distincts :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) affectée au bloc communal et assise sur la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : assise sur la valeur ajoutée, le taux est fixé au plan national.

La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée du contribuable. Ce nouvel impôt ne compense pas intégralement la perte des ressources de la TP. Un impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) et le transfert de certaines ressources de l'Etat (Tascom par exemple) complètent cette nouvelle architecture fiscale.

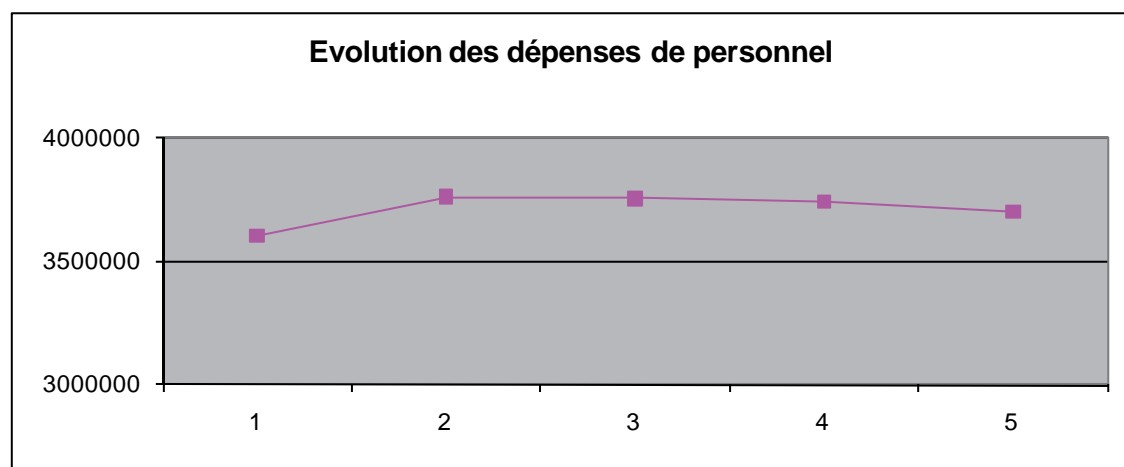
- ➔ La répartition des ressources fiscales entre collectivités est réorganisée : entre autres, les communes héritent de la part départementale de la TH.

Analyse financière et fiscale de la commune de Saint-Astier

3.1 - Evolution de la section de fonctionnement

3.1.1 - Evolution des dépenses

	2006	2007	2008	2009	2010
011 Charges à caractère général	1 120 711	1 255 918	1 138 382	1 248 801	1 184 503
012 <i>Charges de personnel</i>	3 606 313	3 762 154	3 756 469	3 844 478	3 924 071
013 <i>Remboursement sur rémunération</i>				100 964	221 926
012 Charges de personnel nettes	3 606 313	3 762 154	3 756 469	3 743 514	3 702 145
65 Autres charges de gestion courante	1 142 122	977 181	1 015 732	1 060 907	1 036 568
66 Charges financières	388 840	224 334	432 287	470 797	400 526
67 Charges exceptionnelles	5 119	539 630	330 517	225 485	2 033
68 Dotations amortissements	268 343	198 807	184 984	188 262	185 182
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6 531 448	6 958 024	6 858 371	7 038 730	6 732 883



Ratio des charges de personnel

	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010
Charges de personnel	3 326	3 548	3 463	3 606	3 762	3 756	3 743	3 702
Recettes réelles de fonctionnement	6 890	6 681	6 798	6 906	7 640	7 654	7 540	7 786
RATIO	48,27%	53,11%	50,94%	52,22%	49,24%	49,07%	49,64%	47,55%

	BP 2003	BP 2004	BP 2005	BP 2006	BP 2007	BP 2008	BP 2009	BP 2010
Charges de personnel	3 170 000	3 369 942	3 318 000	3 442 000	3 692 000	3 736 000	3 800 000	3 838 000
Recettes réelles de fonctionnement	5 636 809	5 804 000	6 038 167	6 264 201	6 465 000	6 781 200	7 233 000	7 576 000
Montant du budget primitif	5 941 809	6 140 000	6 374 166	6 630 511	6 630 201	7 191 200	7 653 000	7 996 000
RATIO CH. DE PERSONNEL/REC. RÉELLES	56,24%	58,06%	54,95%	54,95%	57,11%	55,09%	52,54%	50,66%

3.1.2 - Evolution des recettes

	2006	2007	2008	2009	2010
013 Remboursement sur rémunération	41 218	42 605	55 363	100 964	221 926
70 Produits des services	810 649	804 654	841 186	832 269	881 325
72 Travaux en régie	426 207	469 612	459 733	468 836	469 016
73 Impôts et taxes	2 984 490	3 177 408	3 396 300	3 617 964	3 899 692
74 Dotations et participations	2 569 275	2 633 070	2 701 961	2 545 223	2 485 566
75 Autres produits de gestion courante	104 375	79 764	55 333	52 385	55 888
77 Produits exceptionnels	45 373	553 929	288 843	231 877	112 982
TOTAL	6 981 587	7 761 042	7 798 719	7 849 518	8 126 395

3.2 - Evolution de la section d'investissement

Dépenses réelles

	2006	2007	2008	2009	2010
16 Emprunts	451 167	389 597	408 671	512 014	532 274
20 Immobilisations incorporelles	37 444	18 988	14 361	10 072	21 150
21 Immobilisations corporelles	362 534	235 763	287 681	342 019	604 193
23 Travaux en cours	1 451 263	1 523 273	1 580 743	1 711 101	913 710
001 Résultat	320 901	328 706	468 987	369 697	628 611
TOTAL	2 623 309	2 496 327	2 760 443	2 944 903	2 699 938

Recettes réelles

	2006	2007	2008	2009	2010
10 Dotations, réserves	912 219	760 800	1 055 345	1 506 551	1 128 951
13 Subventions	654 452	313 990	338 099	338 024	205 925
16 Emprunts	847 988	695 069	610000	751841	635850
TOTAL	2 414 659	1 769 859	2 003 444	2 596 416	1 970 726

3.3 - Evolution des résultats

	2006	2007	2008	2009	2010
Résultat de fonctionnement	871 799	1 148 928	1 291 419	1 162 005	1 744 512
Résultat d'investissement	-329 322	-468 987	-369 697	-628 611	-1 037 895
Résultat d'investissement définitif (corrigé des RAR)	-403 786	-664 008	-687 341	-588 428	-953 587
Excédent définitif à affecter	468 013	484 920	604 078	573 577	790 925

Affectation du résultat 2010

1- CALCUL DU RÉSULTAT

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Résultat (N-1) compte 002.....	351 000,00
(-) Dépenses réalisées en N.....	6 732 883,68
(+) Recettes réalisées en N.....	8 126 395,74
(=) Résultat de fonctionnement	1 744 512,06
<i>à affecter en N+1</i>	

SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat (N-1) compte 001.....	- 628 610,89
(-) Dépenses réalisées en N.....	2 570 928,97
(+) Recettes réalisées en N.....	2 161 644,52
(=) Résultat de clôture.....	- 1 037 895,34
(-) Restes à réaliser <i>Dépenses</i>	3 880 303,36
(+) Restes à réaliser <i>Recettes</i>	3 964 611,13
(=) Résultat définitif	- 953 587,57

L'affectation du résultat de fonctionnement en investissement doit au moins couvrir ce résultat définitif.

2- AFFECTATION DU RÉSULTAT

Investissement	1 393 512,06
Fonctionnement (c/002) = Excédent	351 000,00

3.4 - Evolution de l'autofinancement

EXERCICE BUDGÉTAIRE	AUTOFINANCEMENT BRUT	DIFFÉRENCE	%	AUTOFINANCEMENT NET	DIFFÉRENCE	%	REPORTS
CA 2001 (€)	896 794						1 554 540
CA 2002 (€)	744 465	- 152 329	- 16,99 %	166 186	166 186		2 109 554
CA 2003 (€)	544 090	- 200 375	- 26,92 %	96 754	- 69 432	- 41,78 %	2 875 104
CA 2004	613 825	69 735	12,82 %	224 710	127 956	132,25 %	2 176 826
CA 2005	779 335	165 510	26,96 %	479 397	254 687	53,13 %	2 745 822
CA 2006	670 356	- 108 979	- 13,98 %	330 630	- 148 767	- 45,00 %	2 658 226
CA 2007	866 316	195 960	29,23 %	564 431	233 801	41,42 %	3 047 892
CA 2008	1 476 403	610 087	70,42 %	1 135 978	571 547	101,26 %	2 938 016
CA 2009	1 350 268	- 126 135	- 8,54 %	985 908	- 150 070	- 13,21 %	2 539 504
CA 2010	1 929 694	579 426	42,91 %	1 528 480	542 572	55,03 %	3 880 303
BP 2004	696 771			336 659			
BP 2005	875 000	178 229	25,58 %	608 000	271 341	80,60 %	
BP 2006	765 201	- 109 799	- 12,55 %	443 216	- 164 784	- 27,00 %	
BP 2007	805 000	39 799	5,20 %	515 000	71 784	16,20 %	
BP 2008	893 000	88 000	10,93 %	557 000	42 000	8,16 %	
BP 2009	1 186 000	293 000	32,81 %	812 000	255 000	45,78 %	
BP 2010	1 592 000	- 406 000	- 34,23 %	1 176 000	364 000	44,83 %	

Ratios relatifs à l'autofinancement

	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010
Dette au 31 décembre	7 193 300	7 317 297	7 936 165	7 593 901	8 517 555	8 787 130	9 032 770	9 241 556
Epargne brute	544 090	613 825	779 335	670 356	866 316	1 472 000	1 350 268	1 940 471
RATIO (nombre d'années)	13,22	11,92	10,18	11,33	9,83	5,97	6,69	4,76

	BP 2004	BP 2005	BP 2006	BP 2007	BP 2008	BP 2009	BP 2010
Dette au 1er janvier	7 193 783	7 558 486	7 903 077	8 171 326	8 517 555	8 787 130	9 032 770
Epargne brute	696 771	875 000	765 201	805 000	893 000	1 186 000	1 592 000
RATIO DETTE/EPARGNE BRUTE (durée de remboursement)	10,32	8,64	10,33	10,15	9,54	7,41	5,67

3.5 - Evolution de la dette

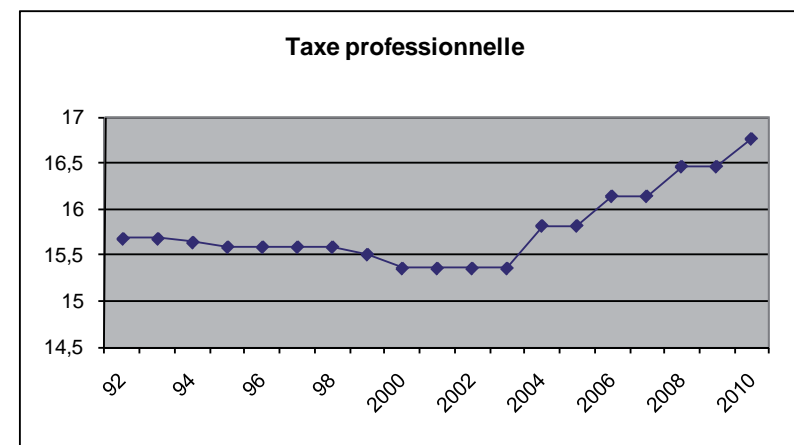
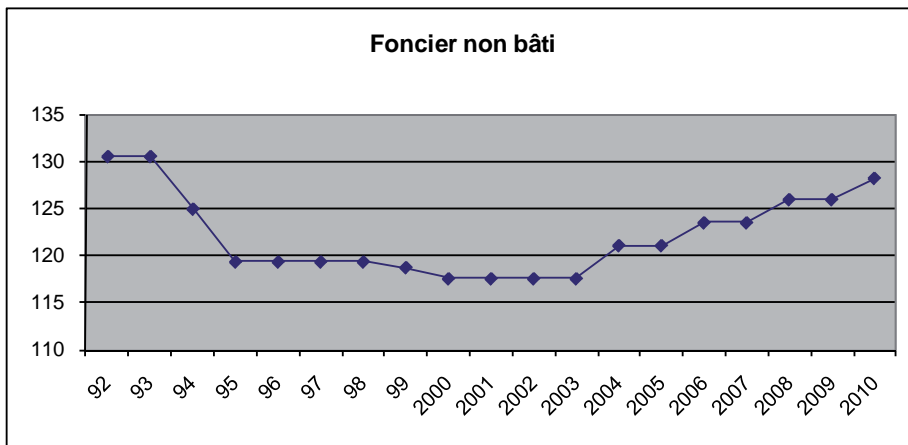
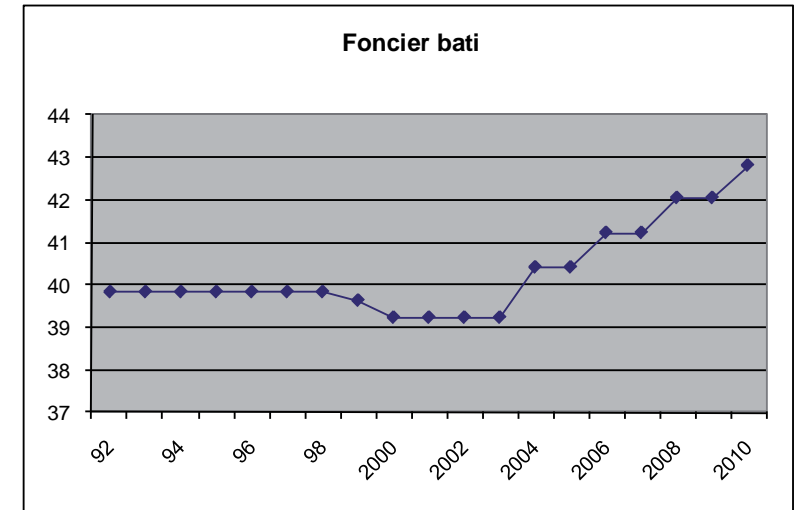
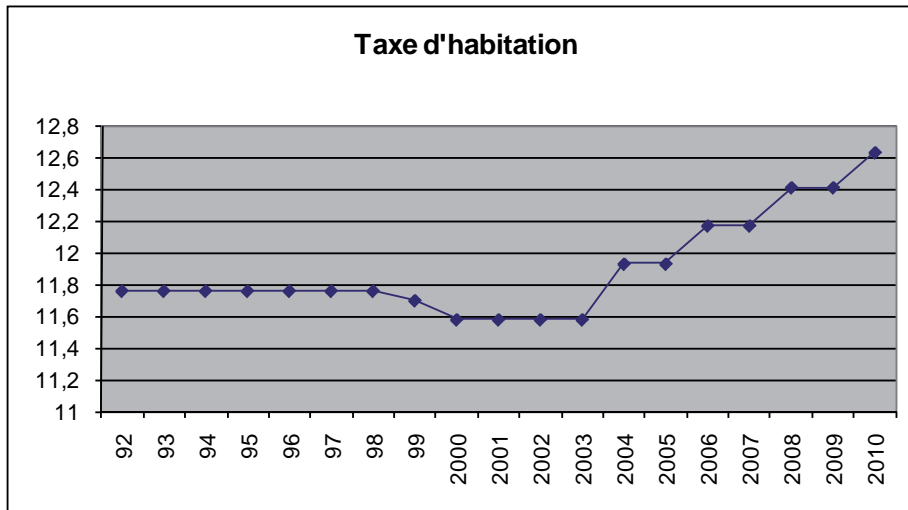
EXERCICE BUDGÉTAIRE	CA FONCTIONNEMENT	CA INVESTISSEMENT	TOTAL CA	DETTE EN CAPITAL	DIFFÉRENCE	%	ANNUITÉS (€)	DIFFÉRENCE	%	DETTE CONSOLIDÉE (1)	VARIATION
CA 2002	8 389 680	4 344 273	12 733 953	7 193 300		2,22 %	938 459	52 458	5,92 %	8 912 273	
CA 2003	6 785 745	3 398 973	10 184 718	7 317 297			772 017	-166 442	- 17,73 %	8 958 406	0,51%
CA 2004	6 431 792	2 856 631	9 288 423	7 548 582	231 285	3,16 %	632 363	-139 654	- 18,09 %	9 540 114	6,10%
CA 2005	6 526 076	3 028 284	9 554 360	7 936 165	387 583	4,88 %	547 631	-84 732	- 13,40 %	9 716 714	1,82%
CA 2006	6 531 450	2 732 428	9 263 878	7 593 901	- 342 264	- 4,51 %	704 655	157 024	28,67 %	9 254 989	-4,99%
CA 2007	6 958 027	2 637 232	9 595 259	8 517 555	923 654	10,84 %	481 649	-223 006	- 31,65 %	10 089 693	8,27%
CA 2008	6 858 372	2 452 377	9 310 749	8 787 130	269 575	3,07 %	685 183	203 534	42,26 %	10 752 616	6,17%
CA 2009	7 038 731	3 447 782	10 486 513	9 032 770	245 640	2,72 %	727 921	42 738	6,24 %	10 892 295	1,28%
CA 2010	6 732 883	2 570 929	9 303 812	9 241 556	208 786	2,26 %	790 557	62 636	8,60 %	11 282 479	3,46%
BP2003	5 941 809	4 510 327	10 452 136	7 099 556	- 93 744	1,30 %	742 141			8 833 901	
BP 2004	6 140 000	4 576 586	10 716 586	7 193 783			683 511	-58 630	- 7,90 %	8 834 892	0,01%
BP 2005	6 374 166	6 588 900	12 963 066	7 558 486	364 703	5,07 %	474 395	-209 116	- 30,59 %	9 451 338	6,52%
BP 2006	6 630 201	4 983 050	11 613 251	7 903 077	344 591	4,56 %	681 223	206 828	43,60 %	9 683 626	2,40%
BP 2007	6 874 000	5 121 171	11 995 171	8 171 326	268 249	3,39 %	464 950	-216 273	- 31,75 %	9 336 852	-3,71%
BP 2008	7 191 200	5 529 915	12 721 115	8 517 555	346 229	4,24 %	673 384	208 434	44,83 %	10 089 693	7,46%
BP 2009	7 653 000	6 130 767	13 783 767	8 787 130	269 575	3,16 %	726 110	52 726	7,83 %	10 752 616	6,17%
BP 2010	7 996 000	7 246 531	15 242 531	9 032 770	245 640	2,80 %	762 644	36 534	5,03 %	10 892 295	1,28%
BP 2011				9 241 556	208 786	2,31 %	832 175	69 532	9,12 %	11 282 479	3,46%

(1) Dette consolidée : dette du budget principal et des budgets annexes (cinéma, camping, activités commerciales)

3.6 - Evolution de la fiscalité

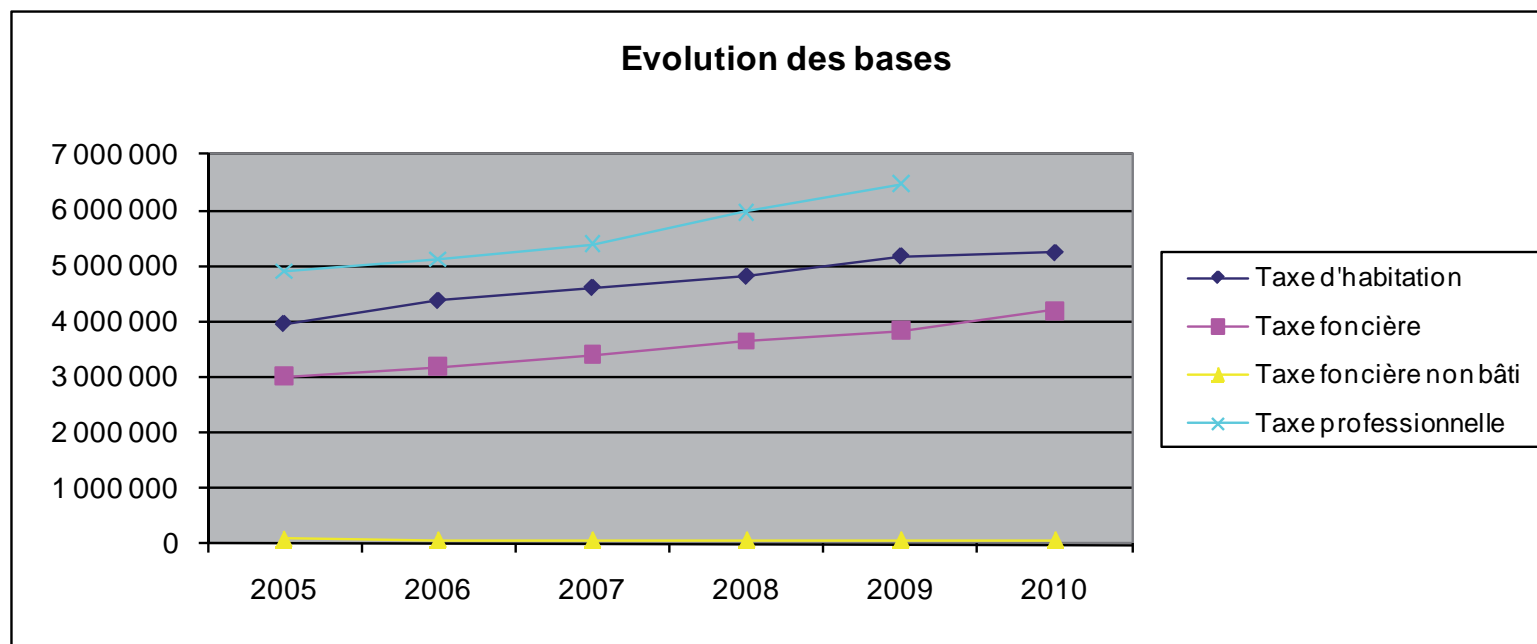
3.6.1 - Evolution des taux

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taxe d'habitation	11,76	11,76	11,76	11,76	11,76	11,76	11,76	11,7	11,58	11,58	11,58	11,58	11,93	11,93	12,17	12,17	12,41	12,41	12,63
Foncier bâti	39,83	39,83	39,83	39,83	39,83	39,83	39,83	39,63	39,23	39,23	39,23	39,23	40,41	40,41	41,22	41,22	42,04	42,04	42,8
Foncier non-bâti	130,56	130,56	124,96	119,33	119,33	119,33	119,33	118,73	117,54	117,54	117,54	117,54	121,07	121,07	123,5	123,5	125,97	125,97	128,24
Taxe professionnelle	15,68	15,68	15,64	15,59	15,59	15,59	15,59	15,51	15,36	15,36	15,36	15,36	15,82	15,82	16,14	16,14	16,46	16,46	16,76



3.6.2 - Evolution des bases (fixées par les services de l'État)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taxe d'habitation	3 953 000	4 372 000	4 610 000	4 814 000	5 185 000	5 244 000
<i>% d'évolution</i>		10,60 %	5,44 %	4,43 %	7,71 %	1,14 %
Taxe foncière	3 021 000	3 186 000	3 411 000	3 653 000	3 844 000	4 197 000
<i>% d'évolution</i>		5,46 %	7,06 %	7,09 %	5,23 %	9,18 %
Taxe foncière non bâti	90 700	77 200	78 400	78 500	79 400	79 600
<i>% d'évolution</i>		- 14,88 %	1,55 %	0,13 %	1,15 %	0,25 %
Taxe professionnelle	4 910 000	5 115 000	5 399 000	5 969 000	6 475 000	
<i>% d'évolution</i>		4,18 %	5,55 %	10,56 %	8,48 %	



Les principales réalisations de l'exercice 2010

Mise en sécurité et rénovation du centre culturel

733 927 €

Achat du projecteur de cinéma numérique

81 920 €

Achèvement des travaux de la mairie

245 351 €

Réfection de la salle Sainte Bernadette à l'église
et restauration de tableaux (2^e tranche)

14 408 €

Clôture du parc de la petite enfance
et installation de stores dans le bâtiment

16 270 €

Elargissement et réfection de la rue Albert-Claveille

95 237 €



Les principales réalisations de l'exercice 2010

Réhabilitation des rues
Daumesnil, Mirabeau et Lamartine
153 590 €

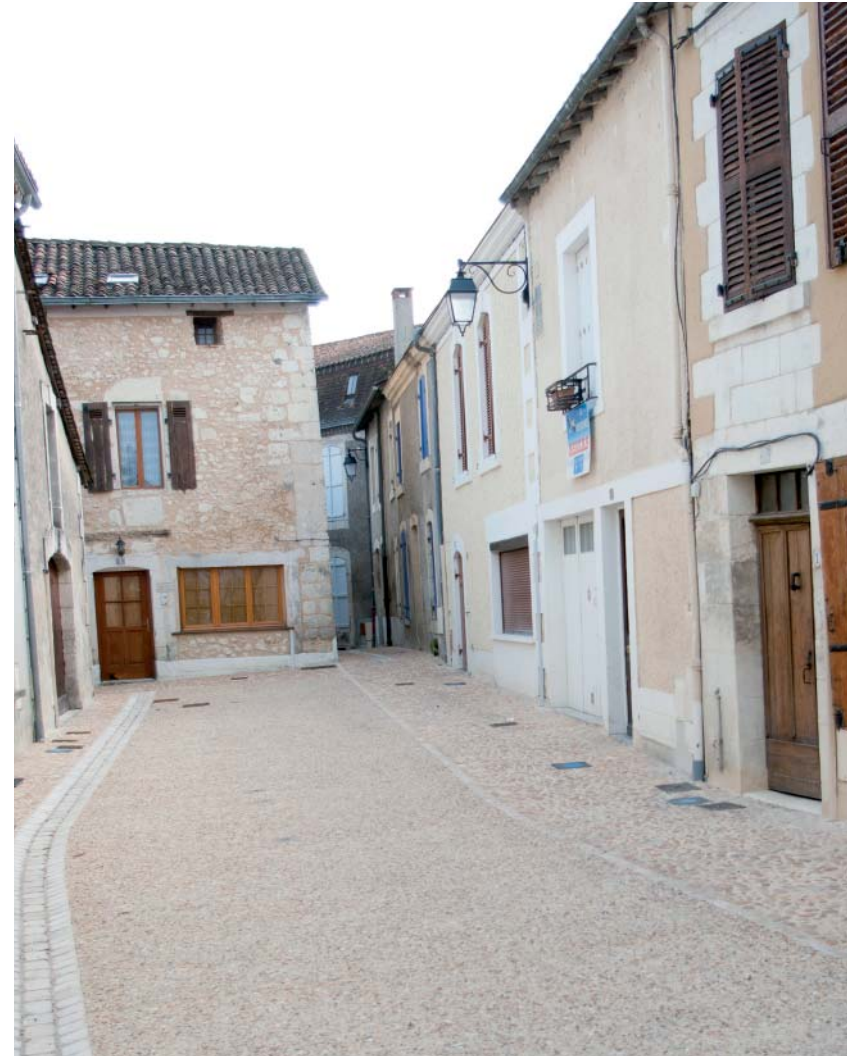
Décors lumineux de Noël
28 570 €

Rue Georges-Brassens
63 830 €

Aménagements lotissements et voiries diverses
378 800 €

Achat divers matériels aux services techniques,
d'un piano à l'école de musique : **33 986 €**

Vestiaires du stade Gimel
53 196 €



Les principales réalisations de l'exercice 2010

Démolition de l'immeuble au Pontet

24 400 €

Rue François-Mauriac

71 053 €

Logiciel de gestion des ressources humaines,
Acquisition d'un serveur à la mairie,
Renouvellement annuel du parc informatique

31 628 €

Téléphonie/Internet dans tous les services

32 800 €

Achat d'un véhicule pour le cinéma
et d'un tracteur broyeur aux services techniques

39 049 €

Rénovation du parc de chaudières

91 000 €



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION CULTURELLE

➔ **Tableaux du chemin de croix** : 3 000 €

➔ **Tableaux de l'église** :

3^e tranche (12 000 € subventionnable à 30 % par la DRAC).

Restauration d'un cadre et campagne d'affichage.

➔ **Eglise** :

Escalier d'accès au premier étage, rénovation du portail,

Sas d'entrée intérieur porte coté rue de la Fontaine.

Total des travaux : 32.000 €

➔ **Chapelle des Bois** :

Estimation prévisionnelle de l'opération : 96 000 € HT

➔ **Bâtiment La Fabrique** (*centre culturel, danse, musique, bibliothèque*) :

Huisseries en plusieurs tranches.



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION RESTAURATION, EDUCATION ET JEUNESSE

Sur le site de l'ancien collège :

➔ **Construction d'une cuisine centrale,**
d'un satellite de remise en température, d'un restaurant scolaire
et d'un restaurant administratif pour 600 à 800 repas par jour.
Le coût estimatif est fixé à 1 700 000 € HT.

➔ **Maîtrise d'œuvre.**

➔ **Démolition de deux préfabriqués**
et du bâtiment de restauration de l'ancien collège : 34 200 €

➔ **Réaménagement de l'entrée** de l'école Mounet Sully

➔ **Démolition du préfabriqué**
devant l'école Gimel et réaménagement de l'entrée.



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Complexe de Gimel :

- ➔ **Club-house** du foot : 60 000 €
- ➔ **Système d'arrosage** du terrain d'honneur : 50 000 €
- ➔ **Renouvellement du mobilier extérieur**
- ➔ **Etude d'un terrain en gazon synthétique** à la place du terrain d'entraînement : estimation à 500 000 €
- ➔ **Eclairage du boulodrome** et construction d'un **abri pour la pétanque** : 25 000 € TTC
- ➔ **Anneau cycliste**
- ➔ **Aménagement d'un parcours de santé** dans le bois de Gimel : entre 25 000 et 30 000 €
- ➔ **Aménagement WC handicapé** aux tribunes du stade



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

Complexe du Roc :

- ➔ Rénovation des vestiaires et du club house : 90 000 €
- ➔ Création d'une ouverture sur la toiture du gymnase du Roc au dessus du dojo : 7 000 €
- ➔ **Etudes pour la rénovation** de la piste d'athlétisme, du plateau de handball et de basket ball
- ➔ **Etude pour une amélioration du skate-parc** pour le rendre accessible aux BMX



Sur le site de l'ancien collège :

- ➔ **Aménagement d'une salle de musculation**, d'une salle de réunion multi-associations et d'une salle de répétition de musique. Estimation de l'opération fixée à 250 000 € HT.

Divers :

- ➔ **Achat d'un plancher démontable pour les associations** (voir projet en partenariat avec la CCAIV).

Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION ENVIRONNEMENT ET EMBELLISSEMENT DE LA VILLE

- ➔ Travaux de la **rue Lafayette** : 282 000 €
- ➔ Travaux de la **place de l'Église** :
Maîtrise d'œuvre de 24 500 € HT
- ➔ **Sanisettes** : 73 000 € TTC
- ➔ **Rue Alexis-Maréchal** : maîtrise d'œuvre de 14 300 € HT
- ➔ **Place de la Victoire**
- ➔ **Mise en place de poubelles enterrées**
en partenariat avec la CCAIV



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION VOIRIE

➔ Aménagement du RD 41.

Coût de l'opération : 1 037 617 € HT soit 1 240 991 € TTC,
subventionnable à hauteur de 42,43 %

➔ Voirie diverse dans les villages : 400 000 € TTC

*Ferrière / La Mouline / Jévah / Le Perrier / Le petit pré
Le Nicoulou (rives, reprises et voie nouvelle) / Reyterie / Puyferrat
Rue Jean-Moulin Rue Suzanne-Lacorre / Le Sol / Merlan du Puy
Les Chapelles / Le Verdier / Lautonie / Les Pichoux / VC 12*

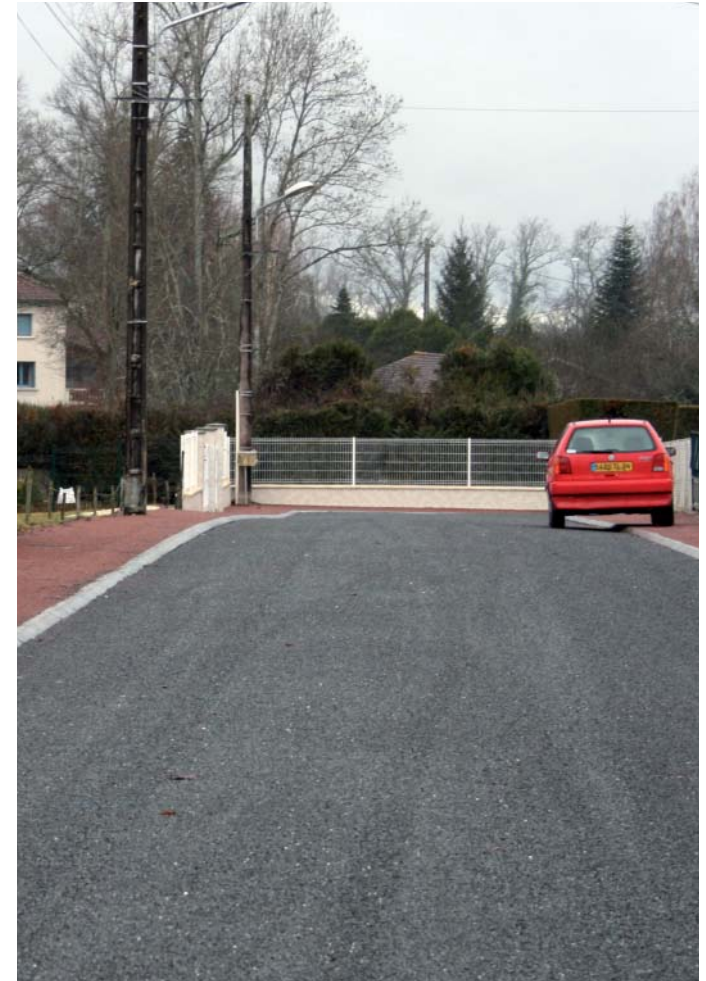
➔ Accès cimetière par le bas

➔ Aménagement de la plateforme au Pontet

à la place de l'immeuble démoli

➔ Achat d'une épareuse : 42 000 € TTC

➔ Aménagement du giratoire des Quatre-Routes



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION BATIMENTS

- ➔ **Changement portes salle des fêtes** : 8 500 € TTC
- ➔ **Rampe d'accès handicapés mairie** : 9 546 € TTC
- ➔ **Travaux piscine**
- ➔ **Fin des installations des chaudières**
- ➔ **Rénovation du local des restos du coeur et de la FNACA**
- ➔ **Etudes du renouvellement des huisseries**
des bâtiments communaux
- ➔ **Achat de deux défibrillateurs**



Priorités du budget primitif 2011

Orientations 2011-2013

COMMISSION PETITE ENFANCE

- ➔ **Réaménagement sanitaires** de la salle de change : 5 000 €
- ➔ **Isolation de la chambre ASLH** : 3 000 €
- ➔ **Etude d'une protection sécurité par camérisation** de l'entrée de la MPE : 3 000 €



COMMISSION NTIC

- ➔ **Consultation pour le choix d'un fournisseur d'accès**
- ➔ **Intégration de la téléphonie mobile** dans la flotte
- ➔ **Logiciels** : urbanisme, gestion du courrier
- ➔ **Renouvellement régulier du matériel informatique**
- ➔ **Charte graphique**



Priorités du budget primitif 2011

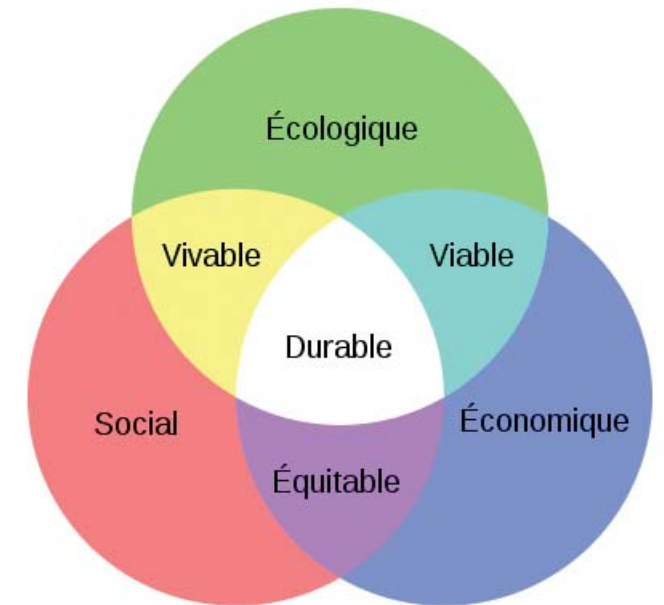
Orientations 2011-2013



AGENDA 21

L'Agenda 21 est un projet global et concret, dont l'objectif est de mettre en oeuvre progressivement et de manière pérenne le développement durable à l'échelle d'un territoire.

Porté par la collectivité et mené en concertation avec tous ses acteurs (élus et personnels, habitants, associations, entreprises...), il se traduit par un programme d'actions visant à améliorer la qualité de vie des habitants, économiser les ressources naturelles et renforcer l'attractivité du territoire.



*Un développement qui répond
aux besoins des générations du présent
sans compromettre la capacité
des générations futures à répondre aux leurs.*

Définition du développement durable proposée en 1987
par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement.